

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ADLER PELZER France West SAS ex FAURECIA INTERIEURS MORNAC

204 route du lac Melot
ZE La Braconne
16600 Mornac

Références : 2026 199 UbD16-86 Env

Code AIOT : 0007202370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2026 dans l'établissement ADLER PELZER France West SAS ex FAURECIA INTERIEURS MORNAC implanté 204 route du lac Melot ZE La Braconne 16600 Mornac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADLER PELZER France West SAS ex FAURECIA INTERIEURS MORNAC
- 204 route du lac Melot ZE La Braconne 16600 Mornac
- Code AIOT : 0007202370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine est installée dans une ancienne base militaire américaine à MORNAC depuis 1983 pour réaliser des pièces d'habillage pour l'automobile. Reprise par le groupe MECAPLAST en 1995, l'usine dénommée SILAC a été rachetée au 1er mars 2012 par le groupe FAURECIA qui a mené un plan de départ volontaire des salariés. L'effectif salarié est actuellement de 140 en moyenne mensuelle (dont environ 30 intérimaires).

Désormais c'est la société ADLER PELZER qui est exploitant, l'établissement se réorganise et recentre ses activités sur la fabrication matières et le thermoformage de petites pièces d'habillage et insonorisantes. Le thermoformage dans le bât. 708 est à l'arrêt.

L'établissement emploie une centaine de personnes (environ 100 titulaires et une quarantaine de prestataires).

Les autorisations préfectorales de l'établissement datent et la situation administrative n'a pas été mise à jour. Toutefois, l'évolution des activités ICPE du site est précisée comme suit (extrait de l'étude de dangers du site datant de 2021) :

Synthèse évolution des rubriques FAURECIA MORNAC			
Rubriques	AP	PAC 2016	Actuellement
1158.B	A - 55 t	Activité supprimée	
1180	D - 800L	Activité supprimée	
1530			NC - 50 m3
1532			NC - 702,2 m3
1715.1	A - Q = 5,55.10 ⁵	Rubrique supprimée	
1720.1	D - 5,55GBq	Rubrique supprimée	
1978.5			NC - 0,38 t/an
2311.1	A - 24 t/j	A - 20 t/j	A - 43,2 t/j
2661.1	A - 42,7 t/j	E - 22,8 t/j	E - 22,8 t/j
2661.2	A - 63,2 t/j	D - 10,6 t/j	D - 14,6 t/j
2662.2	D - 289 m3	E - 1200 m3	E - 1240 m3
2663.1	A - 6800 m3	E - 8710 m3	E - 11430 m3
2910.A		D - 3854 kW	D - 4685 kW
2915.1	D - 800L	N'existe plus	D - 300L
2920.2	A - 1111 kW	Rubrique supprimée et remplacée par 4802 (NC)	
2925	D - 24,7 kW	NC - 10,5 kW	NC - 10,5 kW
2940.1	D - 800L	PCB Supprimé	
2940.2		A - 1,5 t/j	A - 1,5 t/j

Lors de l'inspection, l'exploitant précise que les niveaux d'activité depuis 2021 ont bien diminué au regard de la conjoncture économique et le marché de l'automobile en déclin.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Vérification incendie - sprinklage	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.6	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	10 mois
2	Vérification incendie - RIA	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.6	Demande d'action corrective	2 mois
3	Modifications – EDD	Code de l'environnement du 23/02/2026, article R.181-46	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	(confinement des eaux d'extinction)			
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Moyens d'intervention et de détection : entretien	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	2 mois
9	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Modifications – EDD (défense incendie)	Code de l'environnement du 23/02/2026, article R.181-46	Sans objet
5	Rétention – dépotage LATEX	Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 11.5	Sans objet
8	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III	Sans objet
10	Granulés plastiques industriels (GPI)	Code de l'environnement du 23/02/2026, article D. 541-361	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de relever que certains écarts observés lors de la VI de 2024 ont été traités.

En revanche, plusieurs constats de non-conformités affectant des matériels de lutte contre l'incendie ainsi que les installations électriques ont de nouveau été relevés.

Certaines non-conformités datent de plusieurs années sans que l'exploitant n'y ait remédié.

Au vu des anomalies affectant le sprinklage existant du site et les installations électriques, l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant d'y remédier au plus tard pour la fin de l'année 2026. Un projet d'APMD est établi et transmis à l'exploitant qui dispose d'un délai de 15 jours pour formuler ses éventuelles remarques dans le cadre de la procédure

contradictoire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification incendie - sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Constat lors de la VI de 2024 : L'exploitant précise que les installations de sprinklage existantes sur les bâtiments 703, 704, 705, 706, 707 et 708 (autre que le 709 dont un sprinklage a été installé en 2021) ont fait l'objet d'une visite 30 ans. L'exploitant a indiqué que la visite des 30 ans a été réalisée mai 2023 par la société AMOPSI. Le rapport date de septembre 2023. En outre, il s'avère que la source (eau + motopompe) serait sous dimensionnée. L'exploitant envisage dans un 1er temps de créer un nouveau local pour le sprinklage du bâtiment 709, nouvellement pourvu d'un sprinklage. D'autres travaux seront prévus sur les sprinklages des bâtiments existants. Le rapport de la visite de 30 ans indique que : -certains bâtiments possèdent des sprinkleurs DN10 et des réseaux trop faibles et sous dimensionnés ; -une refonte globale des réseaux est à faire ; -vus les changements d'affectation des bâtiments dans le temps, les installations de sprinklage ne sont plus adaptées. L'exploitant a précisé qu'il va falloir remplacer des tuyauteries par des plus gros diamètres... La structure des bâtiments peut être remise en cause par l'adjonction de ces nouvelles installations de sprinklage pour confirmer la tenue structurelle du bâtiment des bâtiments avec la nouvelle installation projetée. Dès à présent, l'exploitant a précisé que la mise à niveau des installations de sprinklage serait associé à un coût de l'ordre de 750 k€ (estimation faite par l'assureur). Une demande de budget auprès du groupe a été formulée pour la mise à niveau pour un étalement sur 5 ans au mieux. Enfin s'agissant des vérifications semestrielles de l'ensemble des installations de sprinklage du site, TYCO a réalisé un contrôle le 29/05/2024 (le précédent date du 16/11/2023 ; la périodicité semestrielle est donc respectée). De nombreuses non-conformités historiques demeurent et ne sont pas corrigées. L'exploitant a indiqué que la correction se fera lors des mises à niveau dans le cadre des travaux suite à la visite des 30 ans. Il n'en demeure pas moins que l'organisme conclut à un risque d'échec de l'installation de sprinklage avec des non-conformités identifiées à lever au plus vite ou susceptibles de mettre en échec le système. L'exploitant a indiqué que les non-conformités avec risque d'échec vont être corrigées au plus vite. L'inspection constate que les sprinklages du site ne sont pas conformes et que cet écart a déjà été observé en 2020. En revanche, l'inspection note que l'exploitant est pro-actif et a déjà entrepris

des mises en conformité et des diagnostics pour remettre à niveau l'installation. A ce stade, aucune mise en demeure n'est proposée au regard de ces états de fait.

Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de :

- justifier que les écarts susceptibles de conduire à un risque d'échec du sprinklage sont corrigés ; à défaut de correction, l'exploitant justifie son positionnement de maintien en l'état et précise le cas échéant, les mesures compensatoires mises en œuvre ;
- transmettre le planning raisonnable de mise à niveau de l'installation de sprinklage pour pleinement répondre à la norme APSAD R1 en vue de lever toutes les non-conformités du système et notamment celles observées lors de la visite des 30 ans du système.

L'absence de réalisation des actions supra expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

Constats :

Par courriel du 04/12/2025, l'exploitant a fait un point d'avancement sur la mise à niveau de l'installation de sprinklage du site et notamment :

- « pour le nouveau local sources à créer (dont les travaux devaient être réalisés en premier lieu) - bâtiment 709, une demande d'investissement de 400 k€ a été réalisée. Des échanges sont en cours avec les différents prestataires et les assureurs. Les démarches administratives de permis de construire ... sont prévues d'être initiées au cours du T1 2026 et les travaux pourront débuter dans la foulée ;
- pour la mise à niveau des sprinklages des différents bâtiments suite à la révision des 30 ans du système, des évaluations et des chiffrages ont été réalisés ; ces derniers s'avèrent importants. »

Au jour de l'inspection :

- les demandes d'investissements sont en cours de validation par le groupe pour la mise en conformité du local sources situé à proximité du bâtiment 709. Les travaux seront réalisés au plus tard d'ici la fin de l'année 2026 selon les dires de l'exploitant ;
- les études pour la mise à niveau des sprinklages des bâtiments avec renforcement des bâtiments ont été finalisées. Un chiffrage de l'ordre de 4 M€ a été évalué. L'exploitant a indiqué qu'au vu des montants, le groupe a abandonné la mise à niveau globale.

Sur ce dernier point, l'exploitant envisage de maintenir en état les installations existantes de sprinklage. À cet effet, de nombreux travaux ont eu lieu en 2025 sur les installations vannes ; sources, tuyauteries réparées... et doivent se poursuivre. La modification du local sources desservant tout le sprinklage du site va améliorer la situation des installations (montant de 400 k€ pour l'ajout de deux moto-pompes plus puissantes et d'une réserve d'eau de 1000 m³).

L'exploitant a précisé que les assureurs de son site auraient donné leur accord concernant la situation. Toutefois, il propose également de compléter les dispositifs de détection incendie par des détecteurs de fumée au droit de plusieurs bâtiments dont 703, 704, 705, 706 et 708. Ce dispositif de détection devra être associé à un système d'alerte de l'exploitant (alarme sonore en local et report vers la société de télésurveillance).

Aussi s'agissant des vérifications semestrielles de l'ensemble des installations de sprinklage du site, TYCO a réalisé un contrôle le 16/12/2025 (le précédent date du 10/06/2025 ; la périodicité semestrielle est donc respectée). La conclusion du rapport démontre que des points de non-conformités sont toujours présents et qu'il faut les lever au plus vite et que ces derniers sont

susceptibles de mettre en échec le système.

L'exploitant doit se positionner sur les travaux à réaliser pour garantir le maintien en l'état, des installations de sprinklage existantes du site et le programme de réparations associées. La gestion des non-conformités du rapport TYCO de fin 2025 n'a pas encore été étudiée. Le prestataire doit prochainement intervenir sur site pour définir les mises en conformité à réaliser. Concernant les non-conformités qui ne seraient pas traitées à cette occasion, l'exploitant devra apporter la justification de la non nécessité d'y remédier et démontre l'acceptabilité de la situation en l'état. L'analyse de la situation par ses assureurs compétents sur la thématique incendie, sera à produire et à transmettre à l'inspection.

Au regard de la situation qui perdure sur le système de sprinklage, il apparaît nécessaire de prendre les suites administratives ad hoc pour border le délai de mise en conformité de l'installation (remplacement du local sources, remplacement de la réserve sprinkler du site et réalisation des réparations de l'existant nécessaires...).

Nota : l'ancien local sources alimentant le sprinklage sera déconnecté des installations dès réception du nouveau local sources. Toutefois, la réserve aérienne cylindrique de 290 m³ sera conservée sur site et dotée, aux dires de l'exploitant, de prises d'aspiration pour les engins du SDIS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de corriger, sous 10 mois, l'ensemble des écarts affectant les installations existantes de sprinklage du site et de mettre en place, les recommandations de ses assureurs dans les bâtiments 703, 704, 705, 706 et 708 en matière de renforcement de la détection incendie et des reports associés.

Pour les écarts qui ne seraient pas traités, l'exploitant présente l'analyse de l'acceptabilité de la situation de maintien en l'état des anomalies. L'avis établi par les assureurs compétents sur la thématique incendie dans ce cadre, est transmis pour appuyer la réponse de l'exploitant.

Compte tenu du caractère récurrent des écarts affectant le sprinklage, une mise en demeure est proposée à ce sujet.

Enfin à la mise en service du nouveau local sources, l'exploitant justifie que la réserve existante de 290 m³ (associée à l'ancien local sources) est bien maintenue disponible pour les pompiers pour la lutte contre un incendie. Celle-ci devra être dotée de prises de connexion compatibles avec les engins du SDIS. Ce point d'eau devra être réceptionné par le SDIS (via un essai de mise en aspiration).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 10 mois

N° 2 : Vérification incendie - RIA

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.6

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Constat lors de la VI de 2024 :

L'exploitant a précisé que les travaux ont été réalisés suite à la dernière inspection.

En outre, des travaux ont été réalisés sur les RIA entre fin 2020 et début 2021 ; il y a eu une extension du réseau des RIA de sorte à disposer d'une couverture des RIA par deux jets en direction opposée...). L'exploitant a précisé que la protection RIA a donc été étendue dans tous les bâtiments par la société ENGIE-AXIMA. Une attestation APSAD R5 a été délivrée à la suite des travaux ; ce qui confirme la conformité des RIA par rapport aux attendus de l'arrêté préfectoral.

Le rapport du contrôle des RIA du 16/08/2023 a été présenté à l'inspection.

Ce rapport identifie en :

- écart majeur : une zone non couverte par deux jets dans le bâtiment 705 (mezzanine pièces détachées maintenance) ;
- autres écarts : quelques RIA dont le dévidoir est choqué, RIA 35 fuyards, entretien du moteur du surpresseur à faire (remplacer la batterie).

L'exploitant indique que les travaux auraient été réalisés mais aucun justificatif n'a été présenté. Le prochain contrôle des RIA sera fait en août 2024.

Lors de l'inspection, le RIA n°16 du bâtiment 705 a été testé de façon concluante.

Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de communiquer le rapport de contrôle 2024 des RIA et de justifier que l'ensemble des non-conformités observées a bien été résorbé.

L'absence de mise en œuvre de telles dispositions expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

Constats :

Johnson Controls a procédé au contrôle des RIA du site en juillet 2025. L'examen du rapport de contrôle démontre que le parc de RIA a fait l'objet depuis 2024 d'actions correctives importantes au vu de la réduction notable du nombre d'anomalies relevées.

En outre, quelques constats demeurent :

- remplacement attendu du réservoir hydropneumatique au refoulement du groupe de pompage ;
- bâtiment 710 : RIA 28 : calorifugeage RIA à remettre en place sur tuyauterie ; - bâtiment 709 : RIA 40 : collecteur d'alimentation choqué.

Les défauts affectant les RIA n'ont pas été corrigés. En revanche, l'exploitant a justifié que le réservoir hydrophore de 300 litres a bien été remplacé par la société Johnson Controls le 22/10/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de justifier que l'ensemble des défauts affectant les RIA et consignés dans le rapport de juillet 2025, ont bien été corrigés.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Modifications – EDD (confinement des eaux d'extinction)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/02/2026, article R.181-46
Thème(s) : Risques accidentels, conformité EDD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de la VI de 2024 :</p> <p>Une EDD a été déposée en septembre 2021. Les mesures de recueillement des eaux d'extinction d'incendie proposées par l'exploitant dans son EDD sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -un bassin de rétention incendie est présent sur le site et est d'un volume de 1530 m³. Son étanchéité est assurée par une géomembrane => lors de l'inspection, il a été constaté que le bassin était bien vide et que la géomembrane présentait des défauts remettant en cause son étanchéité et son intégrité. L'exploitant a indiqué qu'une réfection était prévue dans les prochaines semaines. - des vannes guillotines installées sur les canalisations d'eaux pluviales permettent de diriger les eaux d'extinction vers le bassin de rétention => lors de l'inspection, plusieurs vannes guillotines manuelles ont été observées ; celles-ci ont été testées. En revanche, il s'avère que l'exploitant ne les teste pas périodiquement et qu'il y a un risque qu'elle se grippe. Des dispositions doivent être prises. - le réseau d'eaux pluviales du quai d'expédition du bâtiment 704 est équipé d'une vanne d'isolement et assure la rétention de 300 m³ => lors de l'inspection, il a été constaté la présence de cette zone et couplée à une vanne d'isolement dont le test de fonctionnement a été réalisé. - des seuils de 15 cm installés sur les accès des bâtiments 703 et 705 permettent la rétention de 340 m³ et 400 m³ => lors de l'inspection, il a bien été relevé la présence de ces seuils de 15 cm permettant un confinement interne dans les bâtiments 703 et 705. <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> -justifier que la réfection de la géomembrane du bassin de confinement est effective ; -mettre en place des essais de manœuvrabilité périodique des vannes d'isolement manuelles de sorte à garantir qu'elles soient fonctionnelles en toutes circonstances. <p>L'absence de réalisation des dispositions supra expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p> <p>Constats :</p> <p>Par courriel du 04/12/2025, l'exploitant a indiqué que « la bâche de la rétention des eaux incendie a été dégradée par les sangliers et nécessite une nouvelle réparation (devis en cours) . (nota : pour</p>

<p>éviter que cela ne se reproduise, nous avons installé une clôture électrique et demandé aux chasseurs d'intervenir régulièrement dans notre secteur) ».</p> <p>L'exploitant a présenté lors de la visite d'inspection le devis de la société 7ETB pour la réparation de la géomembrane (montant 2 k€) dont l'intervention est prévue avant la fin mars 2026.</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté que la clôture électrique autour du bassin de confinement avait bien été mise en œuvre.</p> <p>Enfin concernant les essais de manœuvrabilité des vannes de confinement, des essais mensuels sont réalisés et une traçabilité est réalisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de transmettre les justificatifs attestant de la réfection de l'intégrité de la géomembrane du bassin de confinement des eaux d'extinction.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Modifications – EDD (défense incendie)

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/02/2026, article R.181-46</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité EDD</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de la VI de 2024 :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de rendre accessible la réserve incendie de 240 m³ de sorte que les engins du SDIS puissent stationner à proximité immédiate.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été relevé que la réserve entravée lors de la précédente inspection, était désormais accessible pour les engins du SDIS.</p> <p>Enfin pour information, l'ancienne réserve incendie dédiée au sprinklage d'une capacité de 290 m³ sera conservée sur site (demande assureurs) et celle-ci sera dotée d'une prise fixe pompiers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Rétention – dépotage LATEX

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 11.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Constat lors de la VI de 2024 :

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de deux cuves aériennes de 20 m³ chacune contenant du latex liquide. Ces cuves sont sur rétention.

En revanche, la zone de dépotage, bien que située sur une aire étanche, communique en contre bas avec un regard donnant l'exutoire n'a pas été identifié. L'inspecteur a relevé la présence de trace de latex obstruant le regard et dénotant d'un incident lors d'un dépotage.

Il est demandé à l'exploitant, sous 15 jours, de :

- procéder au nettoyage de la zone ;
- transmettre le plan des réseaux et de préciser vers quel exutoire communique ce regard au niveau de la zone de dépotage ; s'il s'avère que celui-ci n'est pas borgne, il convient de le combler et de créer une rétention spécifique à la zone de dépotage de latex liquide.

L'absence de réalisation des actions supra expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

Constats :

Lors de la présente inspection, il a bien été constaté que le nettoyage de la zone avait été effectué. L'exploitant avait justifié, suite aux constats effectués lors de la précédente inspection, de l'absence d'impact des écoulements de latex dans le réseau pluvial du site.

L'exploitant a bien réalisé les travaux demandés pour disposer d'une rétention fixe au niveau de la zone de dépotage camion des produits liquides de type latex (proximité bâtiment 709). La rétention maçonnée a bien été constatée par les inspecteurs (voir photo ci-dessous).



Aussi lors de la visite terrain, un affichage de type consigne indique la nécessité de « fermer la vanne » en amont de tout dépotage de latex.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

Dans le cadre du suivi de la conformité des installations électriques, l'exploitant fait réaliser des contrôles annuels :

- [Q18] vérification des installations électriques par Bureau Veritas en septembre 2025 : le DRPCE a bien été présenté au contrôleur et l'ensemble des installations électriques a bien été vérifié. Près de 190 non-conformités électriques sont consignées dont une majorité est récurrente (certaines pouvant dater de plus de 10 ans). Sur ce point, le certificat Q18 conclut que « l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ».

=> les non-conformités sur les installations haute tension ont été traitées en partenariat avec la société DELAGE. L'exploitant tient à jour un fichier de suivi des actions. Les autres non-conformités n'ont pas encore été traitées (aucune traçabilité de leur traitement n'a été présentée).

- [Q19] contrôle thermographique des installations électriques par CTI en mars 2025 : 8 anomalies ont été observées dont 1 de gravité 1 (action immédiate à prendre) et 7 de gravité 2 (action à prendre sous 2 mois). L'organisme de contrôle conclut « un départ de feu ou un incendie est possible. La levée des anomalies constatées dans les délais préconisés permettrait de réduire ce risque ».

=> l'anomalie de gravité 1 a été traitée (remplacement d'un ventilateur). Concernant les anomalies de gravité 2, il en reste deux à gérer prochainement (lors des coupures des installations).

De plus, CTI enjoint l'exploitant à :

- effectuer une campagne de dépoussiérage de l'ensemble des installations électriques avec un aspirateur en adéquation avec la zone d'exploitation et le type de poussières (ATEX) ;
- prévoir le remplacement et le dépoussiérage des filtres et ventilateurs d'armoires électriques ;
- prévoir des campagnes de serrage préventives des installations électriques.

Pour répondre aux recommandations de CTI, l'exploitant a déclaré précise que des rondes vont être mises en place pour procéder à des contrôles thermographies dans les armoires. De plus, ces rondes intégreront les opérations de serrage, de dépoussiérage... Ceci est en cours de mise en place.

L'exploitant précise que des opérations de dépoussiérage ont lieu plusieurs fois par an dans les caniveaux, zones de travail. L'exploitant précise solliciter une prestation, réalisée par la société

<p>VOILLARD, au niveau des cheminées, des extracteurs sur site.</p> <p>La visite des installations (bâtiments 705, maintenance et 709) n'a pas conduit à relever un niveau d'empoussièrement significatif.</p> <p>En conclusion, il s'avère que quelques non-conformités électriques ont été gérées et que la majeure partie reste à traiter, notamment pour les non-conformités anciennes. Au vu du nombre impact de non-conformités résiduelles et des enjeux associés (risque incendie et explosion), des suites administratives sont proposées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous six mois, de procéder aux mises en conformité nécessaires des installations électriques ; pour le justifier, il conviendra de transmettre des certificats Q18 et Q19 exempts d'écarts.</p> <p>Une mise en demeure est proposée à ce propos.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 7 : Moyens d'intervention et de détection : entretien

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser le contrôle de la détection incendie par la société CEMIS en novembre 2025. Les vérifications ont porté sur les bâtiments 709 et 710 (examen par sondage par l'inspection).</p> <p>Il s'avère que pour les deux bâtiments, des réparations ont été faites et que le système de détection incendie est fonctionnel. En revanche pour le bâtiment 709, il est indiqué que « les essais des 12 détecteurs de fumée linéaires n'ont pu être effectués car il n'y avait personne de la maintenance pour assister [le contrôleur] à l'utilisation de votre nacelle élévatrice.”</p> <p>L'exploitant n'a pas reprogrammé de contrôle complémentaire sur la détection incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de programmer un contrôle des détecteurs de fumée non contrôlés dans le bâtiment 709 en novembre 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Vérification annuelle alternant vérification visuelle puis complète
Constats : Une vérification visuelle des protections foudre a été réalisée le 20/11/2025 par Bureau Veritas. Le rapport de contrôle n'identifie aucune anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC). Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires est supérieure ou égale à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment, depuis la zone de désenfumage ou depuis le local à désenfumer. Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou des locaux équipés. Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.
Constats : EUROFEU a procédé en avril 2025 au contrôle des installations de désenfumage de l'établissement.

<p>Plusieurs anomalies fonctionnelles sont observées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bât 709 : pas d'ouverture d'une trappe ; - bât 707, 710 : plusieurs appareils sont à remplacer au regard de la détérioration relevée, de blocage mécanique à l'ouverture. <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir mis en place d'actions correctives particulières. De plus, le rapport ne précise pas la conformité à l'arrêté ministériel quant au respect du critère supra des 2 %.</p> <p>Lors de la visite du bâtiment 709, l'inspection a bien constaté que les commandes manuelles de désenfumage étaient situées à proximité des issues.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre en place les actions correctives pour remédier à l'ensemble des anomalies affectant le désenfumage ; - justifier du respect du critère supra des 2 %.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Granulés plastiques industriels (GPI)

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/02/2026, article D. 541-361</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de la VI de 2024 :</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les allées et sols des bâtiments de production étaient propres et pour partie exemptes de plastiques au sol (à l'exception d'un big-bag légèrement éventré dans le bâtiment 703) ; -le bassin de confinement était vide et exempt de matières plastiques ; - la zone extérieure où sont entreposés les déchets, présente des matières plastiques au sol (résidus de fibres et quelques billes plastiques localisées) ; - les allées extérieures présentent des matières plastiques au sol majoritairement des résidus fibreux ; - au pied des deux silos de stockage de GPI, des présences à la marge de billes plastiques ont été observées ; - au niveau des fossés et points de rejets du site, l'inspection n'a pas identifié de GPI notablement ; en revanche au niveau des compartiments du séparateur au niveau du point de rejet face aux bâtiments 704 et 705, des billes plastiques étaient présentes (en quantité peu importante) suggérant une possibilité de dissémination dans l'environnement. <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de :</p>

-mettre en place les actions correctives nécessaires pour corriger les écarts observés par l'inspection (en outre, il convient de nettoyer les zones où des GPI ont été observés) ;
-mener des investigations pour s'assurer que des billes de GPI n'ont pas été disséminés à l'extérieur de l'établissement au regard des possibles rejets contenant des GPI (à la lumière du constat fait de présence au niveau du séparateur de la zone 704 / 705) ;
-mener les investigations nécessaires de son réseau d'eaux pluviales pour s'assurer de l'absence de GPI dans celui-ci (ce qui n'est pas à exclure au vu des constats supra). Le cas échéant, un nettoyage des réseaux devra être réalisé.

L'absence de mise en place des actions correctives requises expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

Constats :

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que :

- les allées et sols des bâtiments de production étaient propres ;
- le bassin de confinement était vide et exempt de matières plastiques ;
- les allées extérieures sont propres ;
- au pied des deux silos de stockage de GPI, aucune bille plastique n'a été observée (installation de grilles pour capter les billes et éviter leur transfert vers d'autres zones du site) ;
- au niveau des fossés et points de rejets du site et des compartiments de séparateurs à hydrocarbures proches du bâtiment 704 et 709, aucune trace de billes plastiques n'a été constatée.

Les constats de terrain effectués lors de la présente inspection tendent à montrer que les nettoyages périodiques, opérés depuis la dernière inspection, s'avèrent efficaces. La dissémination de billes plastiques dans l'environnement n'a pas été relevée.

Type de suites proposées : Sans suite